

Mérignac, le 22 décembre 2016

GT 7 : La DO s'assoit sur le protocole, humilie le DG, et fait un bras d'honneur aux ICNA !

Depuis toujours l'UNSA-ICNA s'est acharné à défendre le « 1 jour sur 2 » sur le cycle, autant un acquis social auxquels les personnels sont très attachés qu'une protection contre l'éclatement de nos conditions de travail.

Jamais l'UNSA-ICNA n'aurait signé le dernier protocole si, face au 7j/12 si agressivement promu par le SNCTA, l'Administration n'avait concédé la possibilité de mettre en place des solutions alternatives sur la base stricte du 1j/2.

En refusant de travailler sérieusement à la question dans le cadre du GT protocolaire pour ne laisser au final de choix qu'entre le 7j/12 et le 7j/12, la DO remet en cause la crédibilité de la démarche protocolaire et dégrade fortement et à dessein le climat social alors que la section UNSA-ICNA LFBB porte un projet prometteur pour l'avenir du centre.

> Que sont les « cadres alternatifs » et en quoi est-ce bloquant ?

Depuis cet été, la section locale UNSA-ICNA travaille à la définition de la future expérimentation alternative devant remplacer l'expé actuelle dès avril 2017. Grâce à un travail minutieux, la section a conçu un « package » (c'est-à-dire un nouveau tour de service – qui vous a déjà été présenté – ainsi qu'un lot de mesures innovantes ET socialement acceptables) performant, équilibré en terme de fatigue et respectant le principe du « 1 jour sur 2 » sur le cycle avec une seule vac comp par personne et par an – puisqu'il n'était pas envisageable pour l'UNSA-ICNA d'intensifier le rythme de travail des contrôleurs et de réduire leur temps de repos en pleine saison, là où la pénibilité est maximale.

Moins clivante que le 7/12 et surtout plus capacitive (voire BEAUCOUP plus capacitive que le 7/12 si on regarde comment il est appliqué dans les faits depuis le début de l'expé), l'Administration locale a évidemment bien compris l'intérêt de notre proposition, et souhaiterait que celle-ci aboutisse au plus vite dans l'intérêt du centre (car si il existe un centre qui a besoin d'une solution à court terme avant l'arrivée d'effectifs, c'est bien le CRNA/SO !).

Cependant, pour pouvoir être validé, notre package doit pouvoir s'inscrire dans l'un des « cadres alternatifs » nationaux que le GT protocolaire 7, animé par la DO, doit définir. Concrètement, il a toujours été convenu, que ce soit dans les négociations protocolaires ou par la suite, que ces cadres « nationaux » (et qui n'auraient de nationaux que le nom) seraient définis en fonction des besoins locaux des différents centres, pour permettre aux différentes expés alternatives jugées « intéressantes » d'être mises en application, et rémunérées en fonction de leur performance (c'est-à-dire : à performance équivalente, rémunération équivalente).

C'est dans cette optique que l'UNSA-ICNA (BN + section locale) a participé à plusieurs bilatérales avec la DO pour exposer son projet bordelais. Sa pertinence a non seulement été démontrée, mais au passage un certain nombre de bêtises entendues quant à la fatigue ont elles-aussi été démontées (laquelle est essentiellement liée au temps consécutif passé sous le casque, surtout en environnement électronique, et à des temps de pause/récupération trop faibles, tandis qu'aucune étude sérieuse ne mentionne l'amplitude journalière comme problématique). Jusqu'à la semaine dernière, la DO semblait convaincue de la supériorité de notre projet, et dans l'état d'esprit de créer les conditions de sa mise en place en proposant un cadre alternatif adapté à celui-ci.

Or, surprise ! , au GT7 du 14 décembre qui devait être conclusif, la DO a proposé des cadres alternatifs qui non seulement ne correspondaient pas aux différentes propositions locales (bordelaises et brestoises), mais qui en plus constituaient une provocation sans nom envers les ICNA ! Ce n'est bien sûr pas l'UNSA (comme on pourrait le croire à la lecture de certains tracts syndicaux forcément impartiaux) qui a proposé de démultiplier les vacances complémentaires ou mis sur la table la notion de « shift » de vacances (inventée à l'occasion du rapport Vernhes demandé par... un petit effort de mémoire... le SNCTA !). Et, évidemment, jamais l'UNSA n'acceptera que de telles mesures soient mises en œuvre !

Nous assistons donc à un retournement de dernière minute de la DO qui, non content d'aller à l'encontre du dernier protocole, prend le risque de briser l'élan positif né dans un certain nombre de centres pour offrir des perspectives à court et moyen terme et permettre d'attendre dans de meilleures conditions l'arrivée des effectifs obtenus par l'UNSA au dernier protocole. Car une chose est certaine : fidèle à ses engagements pris envers la salle en septembre, l'UNSA-ICNA ne laissera jamais passer le 7j/12 à Bordeaux.

En refusant de valider notre expé alternative, la DO va donc se retrouver sans rien au CRNA/SO, un statu quo qui, au vu des régulations déjà posées à l'été 2016, va lui coûter très cher en termes de délais en 2017 !

➤ Quelle mouche a donc piqué la DO ?

Positionnement incompréhensible de la part de la DO ? Pas totalement... En fait, sans nul doute sous l'influence d'un DSNA qui a toujours montré son mépris à l'égard des contrôleurs et qui semble consacrer ses derniers efforts à régler ses comptes avant d'être appelé à d'autres fonctions, la DO fait un choix dogmatique : celui de casser un à un les fondamentaux des conditions de travail des ICNA, quitte à ce que ça soit dans un premier temps moins performant, pour à terme récolter le jackpot quand toutes nos protections seront tombées.

Cela a même été dit clairement : **« le gain du 7j/12, c'est avant tout de faire travailler les ICNA un jour de plus. Le gain de performance est au départ secondaire »**. Il faut dire qu'à 500€ par mois la fin du 1j/2, c'est plus que Noël avant l'heure : c'est même du hard discount !

Cependant, ce faisant, DO et DSNA n'hésitent pas à infliger un camouflet au Directeur Général qui avait donné des consignes inverses à ses subordonnés, à savoir : de la performance et de la paix sociale. Les expérimentations alternatives et la minorité de blocage avaient ainsi été imposées pendant la négociation protocolaire par le DG à une DSNA qui ne voulait entendre parler que du 7j/12.

Dans une Haute Fonction Publique où l'obéissance et la loyauté font partie des valeurs cardinales, combien de temps le Directeur Général tolérera que son DSNA joue ainsi les électrons libres et mette en péril un protocole qui a été si compliqué à négocier ? La signature du Ministre sur le protocole engage évidemment tous les managers de la DGAC, que ça leur plaise ou non...

Mais la DO subit aussi la pression d'un BN SNCTA qui a affirmé publiquement en GT7 « ne plus vouloir travailler sur le 1j/2 à l'avenir, laissant aux autres le soin de proposer d'autres solutions », et fait de sa disparition un marqueur politique. Après avoir tant poussé pour mettre en place le 7j/12 à Reims (où d'ailleurs beaucoup de contrôleurs semblent « en revenir » et se rapprochent désormais de l'UNSA-ICNA pour que leurs intérêts soient mieux défendus à l'avenir), le SNCTA ne peut politiquement assumer que des solutions alternatives plus efficaces et moins pénibles soient appliquées ici ou ailleurs.

Ainsi, le seul reproche qu'a formulé la DO au projet bordelais lors des différentes bilatérales est qu'il n'était pas « bien proportionné » vis-à-vis du 7j/12. Pas en termes de performance (notre projet étant plus performant que le 7j/12), mais bien en termes de pénibilité ! Il nous était reproché à demi-mot que notre projet alternatif n'était « pas suffisamment pénible au regard des efforts demandés aux centres qui font le 7j/12 » (lire : Reims) ! On voit donc bien qu'il ne s'agit pas seulement de nous rendre plus capacitifs, plus productifs, il faut aussi que ce soit douloureux, ne serait-ce que pour que le centre « pilote » du SNCTA ne se sente pas lésé...

Bref, on marche sur la tête ! A aucun moment, le bien-être des personnels (donc leur motivation, donc leur efficacité) n'est pris en compte. Et quant à l'intérêt de la DGAC et de nos usagers, il passe second derrière des considérations de petite politique. En somme : le niveau zéro du management...

➤ A quoi faut-il s'attendre maintenant ?

Force est de constater qu'en refusant de travailler sérieusement à la définition de cadres alternatifs au 7j/12 (pourtant prêts aujourd'hui et livrés « clefs en main » par l'UNSA-ICNA), la DO ne respecte pas le Protocole, tant dans la lettre que dans l'esprit.

Le Bureau National de l'UNSA-ICNA va donc être reçu par le Directeur Général et le Ministère dans les prochains jours pour discuter des suites à donner à cette violation d'un accord qui est censé engager l'ensemble des parties signataires, même pour les mesures qui plaisent moins...

Clairement, parce que la profession ne pourra accepter que la seule perspective d'avenir pour le corps et les conditions de travail des ICNA soit la fin dogmatique du 1j/2 sur le cycle, des mouvements sociaux sont à prévoir. La section LFBB de l'UNSA-ICNA s'est d'ores et déjà déclarée en « alarme sociale » lors du dernier CT local le 15 décembre, tout comme Brest, et d'autres sections devraient suivre.

Au niveau du CRNA/SO, et même si l'attitude de l'encadrement local a été irréprochable, l'accord moral que nous avons avec l'Administration et le SNCTA (à savoir expé 7j/12 cet hiver pour la transition EEE, suivie d'une expé alternative dès le printemps 2017) tombe du fait des agissements de la DO.

Nous ne sommes donc plus en mesure de soutenir cet « Effort Exceptionnel EEE » sur lequel nous avons tenté d'être le plus conciliants possible malgré une forte opposition de principe. L'UNSA-ICNA l'annonce donc déjà : certains des JO restant à faire ne seront certainement pas honorés.

Cette expé est une mascarade (une grille ne correspondant absolument pas à ce qui a été voté, et un 7j/12 du coup moins capacitif que le tour de service actuel : qu'expérimentons-nous exactement ?) à laquelle il est temps de mettre un terme !

Dans tous les cas de figure, l'expérimentation actuelle sera officiellement terminée le 31 mars 2017, suite à l'exercice de la minorité de blocage de l'USAC-CGT et de l'UNSA-ICNA.

A l'issue, ce sera pour les contrôleurs du CRNA/SO soit le retour au tour de service normal hors expé, celui qui reprendra dès le 17 janvier (avec probablement des modifications à y apporter après l'été 2017 en fonction des délais générés) et fin de la prime « expé », soit la proposition UNSA-ICNA (et poursuite de la prime) si jamais la DO revient à des sentiments meilleurs et plus conformes au protocole sous la pression du DG et du Ministère, et permet aux centres intéressés de tester de vraies solutions alternatives et socialement acceptables.

Alors que les ICNA sont pris en étau entre le trafic qui explose et les effectifs qui s'effondrent, qui comprendrait, que ce soit dans les salles de contrôle, chez les compagnies aériennes ou même dans l'opinion publique, que la DSNA privilégie la casse dogmatique des conditions de travail des contrôleurs à des mesures acceptables pour les personnels et efficaces pour nos usagers ?

Nous en avons appelé au Directeur Général, car même si nos relations ont été parfois conflictuelles, il n'a plus à nous démontrer son intégrité, et sa moralité. Nous lui renouvelons notre confiance pour que son engagement protocolaire soit respecté et que la DSNA et la DO soient mis au pas.

Déterminée, la section bordelaise continuera à porter son projet équilibré, performant et permettant de sauvegarder le 1j/2 sur le cycle pour encore de nombreuses années. Elle est à la disposition de son Bureau National pour engager toutes les actions coordonnées qu'il jugerait nécessaire.

Le Bureau de Section tient à remercier les contrôleurs bordelais pour les nombreuses marques de sympathie reçues ces derniers jours et dernières semaines. « *Merci pour votre travail* », « *on compte sur vous en mars pour arrêter les JO* », « *ne lâchez rien : une bonne partie de la salle est derrière vous* », etc. L'investissement syndical peut être humainement éprouvant et ces encouragements nous aident à recharger les batteries.

En tout cas, vous pouvez être rassurés : nous ne vous laisserons pas tomber, le 7j/12 ce sera très bientôt du passé !

Joyeuses fêtes à toutes et à tous !
Rendez-vous en 2017 pour un début d'année qui s'annonce crucial pour l'avenir de notre centre et de nos conditions de travail.

